

DA-2

Sociétés anonymes, en commandite par actions, à responsabilité limitée, coopératives, en nom collectif et en commandite, associations et fondations

Demande d'imputation forfaitaire d'impôt pour dividendes et intérêts étrangers échus en 2009

Commune:

No de reg.:

Siège et év. date de la fondation

au 1.1.2009

au 31.12.2009

Raison sociale, adresse, siège

Placements de capitaux et rendements pour lesquels le requérant prétend l'imputation forfaitaire d'impôt.

¹⁾ On indiquera les remboursements comptabilisés ou déclarés comme rendement au cours de l'exercice 2009 ou 2008/09 (aussi ceux qui concernent les échéances antérieures).

Décision et répartition (laisser en blanc)

Imputation forfaitaire
d'impôt accordée pour

Fr. _____

Confédération Fr.

Canton et Commune Fr. _____

Contrôlé le

Notifié le

Comptabilisé le

Viré le

Prière de remplir le verso

	oui (marquer d'une croix ce qui convient)	non
1. Etes-vous assujéti au lieu de votre siège pour l'année 2009:		
- à l'impôt fédéral direct sur le rendement net ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- à l'impôt cantonal et communal sur le rendement net (revenu net) ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. Les dividendes et intérêts qui figurent au verso sont-ils tous entièrement soumis aux impôts sur le rendement net (revenu net) ?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Dans la négative, indiquer séparément, colonne 9 (au recto), les dividendes et intérêts qui ne le sont pas (voir explications, chiffre 5).		
3. a. Sociétés anonymes, en commandite par actions, à responsabilité limitée, coopératives, associations et fondations :		
Rendement net sur la base duquel se détermine le taux de l'impôt dû pour l'année fiscale 2009 selon la déclaration d'impôt		
- impôt fédéral direct		Fr. _____
- impôt cantonal et communal		Fr. _____
b. Sociétés en nom collectif et en commandite :		
Montant total du revenu déterminant retiré de la société par tous les associés selon le chiffre 8 de la formule 10 «questionnaire pour les sociétés en nom collectif ou en commandite», impôt fédéral direct 2009 ou 2008/09: Fr. _____		
4. Avez-vous payé des intérêts débiteurs au cours de l'exercice 2009 ou 2008/09	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non
Si oui, en indiquer le montant:		Fr. _____
Le montant d'imputation forfaitaire d'impôt, au cas où il n'est pas compensé ou ne l'est qu'en partie, doit être bonifié comme suit:		
<input type="checkbox"/> sur notre compte postal n° _____	<input type="checkbox"/> sur compte bancaire _____	
auprès de _____	compte postal de la banque n° _____	

Déclaration du requérant

Le requérant déclare

- comptabiliser comme rendement les dividendes et intérêts qui figurent au recto, les impôts remboursés et le montant de l'imputation forfaitaire d'impôt,
- ne pas être exclu des avantages de la convention applicable en vertu soit de cette convention, soit de l'arrêté du Conseil fédéral du 14 décembre 1962 instituant des mesures contre l'utilisation sans cause légitime des conventions conclues par la Confédération en vue d'éviter les doubles impositions, et
- que les indications données dans la présente demande (recto et verso) sont conformes à la vérité.

Signature

Lieu et date

Explications

1. Cette formule sert de **demande d'imputation forfaitaire d'impôt** pour les dividendes et intérêts **échus en 2009**.
2. L'ayant droit déposera la demande dans le canton où il avait son siège à **la fin de la période fiscale 2009**, avec la déclaration d'impôt et l'état des titres.
3. N'indiquer dans la présente feuille complémentaire que les placements de capitaux faits dans les pays indiqués ci-après et dont **les revenus** (dividendes et intérêts) **restent soumis à un impôt limité dans l'Etat de la source** : Albanie (AL), Allemagne (D), Argentine (RA), Arménie (ARM), Australie (AUS), Autriche (A), Azerbaïdjan (AZ), Bélarus (BY), Belgique (B), Bulgarie (BG), Canada (CDN), Chine (RC), Corée du Sud (KS), Côte d'Ivoire (CI), Croatie (HR), Egypte (ET), Equateur (EC), Espagne (E), Estonie (EST), Etats-Unis d'Amérique (US), Finlande (FIN), France (F), Grande-Bretagne (GB), Grèce (GR), Hongrie (H), Inde (IND), Indonésie (RI), Iran (IR), Islande (IS), Israël (IL), Italie (I), Jamaïque (JA), Japon (J), Kazakhstan (KAZ), Kirghizistan (KRG), Lettonie (LV), Lituanie (LT), Luxembourg (L), Macédoine (MAK), Malaisie (MAL), Maroc (MA), Mexique (MEX), Moldavie (MD), Mongolie (MI), Monténégro (MNE), Norvège (N), Nouvelle-Zélande (NZ), Ouzbékistan (UZB), Pakistan (PK), Pays-Bas (NL), Philippines (PI), Pologne (PL), Portugal (P), République Tchèque (CZ), Roumanie (R), Russie (RUS), Serbie (SRB), Singapour (SGP), Slovaquie (SK), Slovénie (SLO), Sri Lanka (CL), Suède (S), Thaïlande (T), Trinité-et-Tobago (TT), Tunisie (TN), Ukraine (UA), Venezuela (YV) et Vietnam (VN).
Grouper les placements de capitaux selon les Etats de la source; ceux-ci sont à désigner par leur abréviation (cf. ci-dessus) dans la **colonne 2a**.
4. Si le montant total des impôts étrangers non récupérables (col. 8) n'excède pas **50 francs**, l'imputation forfaitaire d'impôt n'est pas accordée. Dans ce cas, on portera les revenus, diminués de l'impôt étranger non récupérable, dans l'état des titres ordinaire. De même, les dividendes et intérêts qui ne sont grevés d'aucun impôt dans l'Etat de la source ou pour lesquels un remboursement total de l'impôt peut être demandé ne seront pas indiqués ici, mais dans l'état des titres ordinaire.
5. Dans la **colonne 9**, annoter de la mention **C** les revenus qui ne sont soumis qu'aux impôts du canton et de la commune, et de la mention **IFD** les revenus qui ne sont soumis qu'à l'impôt fédéral direct (cf. chiffre III, 2). Les revenus qui ne sont soumis ni aux impôts cantonaux ni à l'impôt fédéral direct ne seront pas indiqués ici, mais dans l'état des titres ordinaire. Les dividendes pour lesquels un privilège holding est accordé ne sont pas considérés comme revenus imposés. Les contribuables qui veulent prétendre pour de tels dividendes au dégrèvement spécial selon l'article 5, 3e alinéa, OCF doivent en faire la demande dans le délai de **deux ans** à compter du jour de la notification de la décision, entrée en force en dernier lieu, concernant les impôts déterminants pour le calcul exact.
6. Pour les redevances de licences, on utilisera la formule **DA-3**.

Des indications exactes et complètes épargnent au requérant et aux autorités le désagrément de demandes ultérieures d'explications. Veuillez joindre les attestations bancaires.